

Visa CFM n° 00616

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

- VU la Constitution ;
- VU le décret n°2016-001/PRES du 06 janvier 2016 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU le décret n°2017-0075/PRES/PM du 20 février 2017 portant remaniement du Gouvernement ;
- VU le décret n°2017-0148/PRES/PM/SGG-CM du 23 mars 2017 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU la loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso, ensemble ses modificatifs ;
- VU la loi n°14-2006/AN du 09 mai 2006 portant détermination des ressources et des charges des collectivités territoriales au Burkina Faso ;
- VU la loi organique n°073-2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances ;
- VU la loi n°003-2017/AN du 13 janvier 2017 portant statut de la fonction publique territoriale ;
- VU le décret n°2006-204/PRES/PM/MFB/MATD du 15 mai 2006 portant régime financier et comptable des collectivités territoriales au Burkina Faso ;
- VU le décret n° 2017-0258/PRES/PM/MATD du 04 mai 2017 portant organisation du Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation;

Sur rapport du Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation ;

Le Conseil des ministres entendu en sa séance du 24 mai 2017 ;

D E C R E T E

CHAPITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Le présent décret fixe les indemnités applicables aux agents des collectivités territoriales, aux élus locaux et aux agents des services techniques déconcentrés intervenant dans l'exécution des budgets en raison de leur fonction ou à l'occasion de certaines tâches.

La notion d'agents des collectivités territoriales s'entend des :

- fonctionnaires de collectivité territoriale ;
- agents mis à disposition dans le cadre de l'assistance technique ;
- agents en position de détachement.

Article 2 : L'indemnité est un accessoire de la solde de nature financière ou une contribution financière destinée à compenser certains frais ou servitudes particulières dans l'exercice d'un emploi ou d'une fonction. Cette compensation ne peut être totale.

Article 3 : Les indemnités servies sont de six (06) natures :

1. l'indemnité de responsabilité ;
2. l'indemnité d'astreintes ;
3. l'indemnité de logement ;
4. l'indemnité de technicité
5. l'indemnité spécifique ;
6. l'indemnité de session.

Article 4 : Les indemnités sont servies en fonction des servitudes particulières auxquelles sont soumis les bénéficiaires concernés. Elles ne sont plus dues à partir du jour où ceux-ci cessent d'exercer l'emploi ou la fonction.

Article 5 : Les indemnités ne sont pas servies aux intérimaires sauf si l'intérim excède trois (03) mois et si la fonction occupée n'a pas de titulaire régulièrement élu ou nommé.

Article 6 : Les indemnités ne sont pas dues pendant la période de stage tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la collectivité territoriale.

Toutefois, les fonctionnaires de collectivité territoriale en position de stage à l'intérieur du pays bénéficient d'une indemnité d'astreintes prévue à l'article 12 du présent décret.

Les personnels de la police municipale conservent le bénéfice des indemnités liées à l'exercice de leur emploi pendant la période de stage à l'intérieur du pays. Dans ces conditions, ils ne bénéficient pas de l'indemnité d'astreintes prévue à l'alinéa 2 ci-dessus.

Article 7 : Le cumul des indemnités de même nature entre le budget de l'Etat et ceux des collectivités territoriales est interdit. Seule l'indemnité la plus élevée est servie.

Toutefois, les agents des services techniques déconcentrés chargés du recouvrement des recettes en raison de leur fonction bénéficient du cumul des indemnités de responsabilité et d'astreintes.

CHAPITRE II: DE L'INDEMNITE DE RESPONSABILITE

Article 8 : L'indemnité de responsabilité est une contribution financière qui est servie mensuellement aux responsables politico-administratifs, aux responsables des structures rattachées ou de missions et assimilées des collectivités territoriales, en compensation des charges inhérentes aux fonctions qu'ils exercent.

Article 9 : L'indemnité de responsabilité est accordée aux responsables régulièrement nommés à des postes prévus par un organigramme et des personnels expressément prévus dans le présent décret.

Article 10 : L'indemnité de responsabilité due au gestionnaire de pension des fonctionnaires de collectivité territoriale est fixée à cent vingt-cinq mille (125 000) Francs CFA.

Ce montant est imputable aux budgets des communes de Ouagadougou, Bobo Dioulasso et du conseil régional du centre à raison de cinquante mille (50 000) F CFA par commune et vingt-cinq mille (25 000) F CFA pour la région

Article 11 : Les taux des indemnités à servir se présentent conformément au tableau ci-dessous.

Indemnité de responsabilité

Montant des recouvrements En F CFA	0 à 10 millions	10 à 20 millions	20 à 50 millions	50 à 100 millions	100 à 500 millions	500 millions à 1 milliard	1 à 5 milliards	5 à 10 milliards	10 de 15 milliards	15 milliards et plus
Bénéficiaires										
Président de conseil de collectivité territoriale	62 500	74 500	93 500	129 000	170 000	224 000	305 000	455 000	465 000	475 000
Adjoint au président de conseil de collectivité territoriale	38 000	40 500	46 000	64 000	90 000	131 000	148 000	169 000	179 000	189 000
Maire d'arrondissement	-	-	-	-	-	126 000	176 000	209 000	219 000	229 000
Adjoint au maire d'arrondissement	-	-	-	-	-	51 000	86 000	96 000	106 000	126 000
Receveur des impôts	7 500	8 000	12 000	12 000	20 000	35 000	40 000	50 000	55 000	60 000
Receveur de collectivité territoriale	10 000	15 000	20 000	25 000	30 000	35 000	40 000	60 000	65 000	70 000
Receveur des domaines et de la publicité foncière des collectivités territoriales	7 500	8 000	12 000	12 000	20 000	35 000	40 000	50 000	55 000	60 000
Président de commission permanente des collectivités territoriales	6 500	6 500	6 500	6 500	12 500	20 000	22 500	25 000	30 000	35 000
Fondé de pouvoirs du Trésorier	6 000	6 000	7 000	8 000	20 000	30 000	40 000	50 000	55 000	60 000
Directeur chargé des affaires financières	25 000	25 000	25 000	30 000	35 000	40 000	45 000	55 000	60 000	75 000

Personne responsable des marchés publics	20 000	20 000	20 000	20 000	30 000	40 000	45 000	55 000	60 000	75 000
Directeur Général	0	0	0	0	0	0	55 000	60 000	70 000	80 000
Directeur de service	25 000	25 000	25 000	30 000	35 000	40 000	45 000	55 000	60 000	75 000
Inspecteur général des services	-	-	-	-	-	-	55 000	60 000	70 000	80 000
Chargé d'études	-	-	-	-	-	40 000	45 000	55 000	60 000	75 000
Inspecteur technique	-	-	-	-	-	-	45 000	55 000	60 000	75 000
Chef de service	10 000	10 000	10 000	10 000	15 000	30 000	35 000	40 000	45 000	50 000
Chef de service administratif financier	12 500	12 500	12 500	12 500	17 500	32 500	37 500	42 500	47 500	52 500
Chef de section	7 500	7 500	7 500	7 500	12 500	20 000	25 000	30 000	35 000	40 000
Conseiller technique	-	-	-	-	-	60 000	70 000	80 000	85 000	90 000
Chargé de mission	-	-	-	-	-	60 000	70 000	80 000	85 000	90 000
Secrétaire général de collectivité territoriale	60 000	70 000	80 000	90 000	100 000	120 000	140 000	160 000	180 000	200 000
Directeur de cabinet du maire de la commune à statut particulier et du conseil régional	60 000	70 000	80 000	90 000	100 000	120 000	130 000	140 000	150 000	160 000
Secrétaire général d'arrondissement	-	-	-	-	100 000	110 000	120 000	130 000	140 000	150 000
Secrétaire particulier du président de conseil de collectivité territoriale	10 000	10 000	10 000	10 000	15 000	30 000	35 000	40 000	45 000	50 000
Secrétaire particulier de secrétaire général de la collectivité territoriale	10 000	10 000	10 000	10 000	15 000	30 000	35 000	40 000	45 000	50 000

PERSONNEL DE LA POLICE MUNICIPALE

Directeur Général	-	-	-	-	-	55 000	60 000	65 000	70 000	75 000
Directeur	25 000	30 000	35 000	40 000	45 000	50 000	55 000	60 000	65 000	70 000
Chef de service	20 000	20 000	25 000	30 000	35 000	40 000	45 000	50 000	55 000	60 000
Chef de section	15 000	15 000	15 000	17 500	17 500	20 000	25 000	30 000	35 000	40 000

BILLETEUR, CAISSIER ET REGISSEURS DE RECETTE ET D'AVANCE (EN FONCTION DU VOLUME DE FONDS MANIPULES)

de 1/pm à 5 000 00	5000	5000	5000	5000	5000	5000	5000	5000	5000	5000
De 500 001 de 1 000 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
De 1 000 001 à 5 000 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000
De 5 000 001 à 10 000 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
De 10 000 000 et plus	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000

CHAPITRE III : DE L'INDEMNITE D'ASTREINTES

Article 12 : L'indemnité d'astreintes est une somme forfaitaire accordée mensuellement aux fonctionnaires de collectivité territoriale en compensation des servitudes et des contraintes particulières liées à l'exercice effectif de leur emploi.

L'appréciation desdites contraintes tient compte de la pénibilité, du risque et de la sujétion inhérents à l'exercice de l'emploi.

Article 13 : Les taux de l'indemnité d'astreintes pour les autorités et les responsables des collectivités territoriales sont fixés au regard des pénibilités et de la sujétion inhérente à leur fonction.

L'indemnité d'astreintes est servie aux présidents de conseil de collectivité territoriale et à leurs adjoints, aux présidents des commissions permanentes, à certains responsables des services techniques déconcentrés de l'Etat et aux agents des collectivités territoriales selon :

- l'occupation d'une fonction au sein de certaines structures ;
- l'exercice d'un emploi en fonction de la zone du poste de travail.

Elle est également servie aux fonctionnaires des collectivités territoriales en position de stage régulier de formation, de spécialisation et de perfectionnement à l'intérieur du pays à l'exception des fonctionnaires de police municipale.

Article 14 : L'indemnité d'astreintes est aussi octroyée en fonction des zones et des recouvrements des ressources propres.

La répartition suivant les zones de l'emploi évoqué à l'alinéa précédent est la suivante :

- zones urbaines : Ouagadougou, Bobo Dioulasso
- zones semi urbaines : Koudougou, Banfora, Ouahigouya, Fada-Ngourma, Dori, Tenkodogo, Pô, Dédougou, Gaoua, Kaya, Koupéla, Manga et Ziniaré ;
- zones rurales : les autres localités.

Article 15 : Les taux de l'indemnité d'astreintes servis sont fixés conformément au tableau ci-dessous :

Indemnité d'astreintes

Montant des recouvrement en F	0 à 10 millions	10 à 20 millions	20 à 50 millions	50 à 100 millions	100 à 500 millions	500 millions à 1 milliard	1 à 5 milliards	5 à 10 milliards	10 de 15 milliards	15 milliards et plus
CFA Bénéficiaire										
Président de conseil de collectivité territoriale	30 000	35 000	40 000	45 000	50 000	55 000	60 000	65 000	70 000	75 000
Adjoint au Président de collectivité territoriale	22 000	27 000	32 000	37 000	42 000	47 000	52 000	57 000	62 000	67 000
Président de commission permanente	12 500	15 000	17 500	20 000	22 500	25 000	27 500	30 000	32 500	35 000
Maire d'arrondissement	-	-	-	-	-	30 000	35 000	40 000	45 000	50 000
Adjoint au maire d'arrondissement	-	-	-	-	-	20 000	22 500	25 000	27 500	30 000
Officier d'état civil délégué	22 000	27 000	32 000	37 000	42 000	47 000	52 000	57 000	62 000	67 000
Receveur des collectivités territoriales	12 500	15 000	17 500	20 000	22 500	25 000	27 500	30 000	32 500	35 000
Directeur Général	-	-	-	-	-	55 000	60 000	65 000	70 000	75 000
Inspecteur général des services	-	-	-	-	-	55 000	60 000	65 000	70 000	75 000
Directeur de service	25 000	30 000	35 000	40 000	45 000	50 000	55 000	60 000	65 000	70 000

Chargé d'études	-	-	-	-	-	50 000	55 000	60 000	65 000	70 000
Inspecteur technique	-	-	-	-	-	-	55 000	60 000	65 000	70 000
Chef de service	20 000	20 000	25 000	30 000	35 000	40 000	45 000	50 000	55 000	60 000
Chef de section	12 500	12 500	15 000	17 500	20 000	22 500	25 000	30 000	35 000	40 000
Conseiller technique	-	-	-	-	-	55 000	60 000	65 000	70 000	75 000
Chargé de mission	-	-	-	-	-	55 000	60 000	65 000	70 000	75 000
Receveur des impôts des collectivités territoriales	12 500	15 000	17 500	20 000	22 500	25 000	27 500	30 000	32 500	35 000
Receveur des domaines et de la publicité foncière des collectivités territoriales	12 500	15 000	17 500	20 000	22 500	25 000	27 500	30 000	32 500	35 000
Secrétaire général de collectivité territoriale	35 000	40 000	45 000	50 000	55 000	60 000	65 000	70 000	75 000	80 000
Directeur de cabinet du maire de la commune à statut particulier et du conseil régional	35 000	40 000	45 000	50 000	55 000	60 000	65 000	70 000	75 000	80 000
Secrétaire général de mairie d'arrondissement	30 000	35 000	40 000	45 000	50 000	55 000	60 000	65 000	70 000	75 000
Chauffeur du président de conseil et de secrétaire général de collectivité territoriale	19 500	19 500	19 500	19 500	22 000	22 500	24 000	25 500	27 000	28 500

PERSONNEL ENSEIGNANT RECRUTE PAR LA COLLECTIVITE TERRITORIALE :

Enseignants dispensant effectivement des cours dans un établissement scolaire ou universitaire (enseignement général, technique et éducation physique et sportive) inspecteurs du second degré, conseillers pédagogiques du secondaire, exerçant effectivement les fonctions d'animation et d'encadrement pédagogique.

1. catégorie P

Zone urbaine	21 000	21 000	21 000	21 000	24 500	28 000	31 500	35 000	38 500	42 000
Zone semi-urbaine	26 000	26 000	26 000	26 000	29 500	33 000	36 500	40 000	43 500	47 000
Zone rurale	31 000	31 000	31 000	31 000	34 500	38 000	41 500	45 000	48 500	52 000

2. catégorie A (inspecteur de l'enseignement primaire, conseiller pédagogique itinérant et instituteur principal)

Zone urbaine	19 000	19 000	19 000	19 000	20 000	21 000	22 000	23 000	24 000	25 000
Zone semi-urbaine	21 500	21 500	21 500	21 500	22 500	23 500	24 500	25 500	26 500	27 500
Zone rurale	24 000	24 000	24 000	24 000	25 000	26 000	27 000	28 000	29 000	30 000

3. catégories B

Zone urbaine	17 000	17 000	17 000	17 000	18 000	19 000	20 000	21 000	22 000	23 000
Zone semi-urbaine	19 500	19 500	19 500	19 500	20 500	21 500	22 500	23 500	24 500	25 500
Zone rurale	22 000	22 000	22 000	22 000	23 000	24 000	25 000	26 000	27 000	28 000

4. catégories C										
Zone urbaine	12 500	12 500	12 500	12 500	13 500	14 500	15 500	16 500	17 500	18 500
Zone semi-urbaine	15 000	15 000	15 000	15 000	16 000	17 000	18 000	19 000	20 000	21 000
Zone rurale	17 000	17 000	17 000	17 000	18 000	19 000	20 000	21 000	22 000	23 000
PERSONNEL DE LA SANTE HUMAINE ET ANIMALE										
1. catégorie P										
Zone urbaine	21 000	21 000	21 000	21 000	24 500	28 000	31 500	35 000	38 500	42 000
Zone semi-urbaine	26 000	26 000	26 000	26 000	29 500	33 000	36 500	40 000	43 500	47 000
Zone rurale	31 000	31 000	31 000	31 000	34 500	38 000	41 500	45 000	48 500	52 000
1. catégorie A										
Zone urbaine	19 000	19 000	19 000	19 000	20 000	21 000	22 000	23 000	24 000	25 000
Zone semi-urbaine	21 500	21 500	21 500	21 500	22 500	23 500	24 500	25 500	26 500	27 500
Zone rurale	24 000	24 000	24 000	24 000	25 000	26 000	27 000	28 000	29 000	30 000
2. catégorie B										
Zone urbaine	17 000	17 000	17 000	17 000	18 500	20 000	21 500	23 000	24 500	26 000
Zone semi-urbaine	19 500	19 500	19 500	19 500	21 000	22 500	24 000	25 500	27 000	28 500
Zone rurale	22 000	22 000	22 000	22 000	23 500	25 000	26 500	28 000	29 500	31 000

3. catégorie C												
Zone urbaine	12 500	12 500	12 500	12 500	13 500	14 500	15 500	16 500	17 500	18 500		
Zone semi-urbaine	15 000	15 000	15 000	15 000	16 000	17 000	18 000	19 000	20 000	21 000		
Zone rurale	17 000	17 000	17 000	17 000	18 000	19 000	20 000	21 000	22 000	23 000		
5. catégorie D												
Zone urbaine	12 500	12 500	12 500	12 500	14 000	15 500	17 000	18 500	20 000	21 500		
Zone semi-urbaine	15 000	15 000	15 000	15 000	16 500	18 000	19 500	21 000	22 500	24 000		
Zone rurale	17 000	17 000	17 000	17 000	18 500	20 000	21 500	23 000	24 500	26 000		
AUTRES FONCTIONNAIRES RECRUTES PAR LA COLLECTIVITE TERRITORIALE												
1. catégorie P												
Zone urbaine	21 000	21 000	21 000	21 000	24 500	28 000	31 500	35 000	38 500	42 000		
Zone semi-urbaine	26 000	26 000	26 000	26 000	29 500	33 000	36 500	40 000	43 500	47 000		
Zone rurale	31 000	31 000	31 000	31 000	34 500	38 000	41 500	45 000	48 500	52 000		
1. catégorie A												
Zone urbaine	19 000	19 000	19 000	19 000	20 000	21 000	22 000	23 000	24 000	25 000		
Zone semi-urbaine	21 500	21 500	21 500	21 500	22 500	23 500	24 500	25 500	26 500	27 500		
Zone rurale	24 000	24 000	24 000	24 000	25 000	26 000	27 000	28 000	29 000	30 000		
2. catégorie B												
Zone urbaine	17 000	17 000	17 000	17 000	18 000	19 000	20 000	21 000	22 000	23 000		
Zone semi-urbaine	19 500	19 500	19 500	19 500	20 500	21 500	22 500	23 500	24 500	25 500		
Zone rurale	22 000	22 000	22 000	22 000	23 000	24 000	25 000	26 000	27 000	28 000		
3. catégorie C												

3. catégorie C

Zone urbaine	9 000	9 000	9 000	9 000	12 000	13 000	14 000	15 500	17 500	18 500
Zone semi-urbaine	10 000	10 000	10 000	10 000	13 000	14 000	15 000	16 500	18 500	19 500
Zone rurale	11 000	11 000	11 000	11 000	13 500	15 000	16 500	18 000	20 500	22 000

4. catégorie D

Zone urbaine	8 000	8 000	8 000	8 000	11 000	12 000	13 000	14 000	16 000	17 500
Zone semi-urbaine	9 000	9 000	9 000	9 000	12 000	13 000	14 000	15 500	17 500	18 500
Zone rurale	10 000	10 000	10 000	10 000	12 500	14 000	15 500	17 000	19 500	21 000

5. catégories E

Zone urbaine	8 000	8 000	8 000	8 000	11 000	12 000	13 000	14 000	16 000	17 500
Zone semi-urbaine	9 000	9 000	9 000	9 000	12 000	13 000	14 000	15 500	17 500	18 500
Zone rurale	10 000	10 000	10 000	10 000	12 500	14 000	15 500	17 000	19 500	21 000

AGENT DE LIAISON

Zone urbaine	10 000	10 000	10 000	10 000	14 000	17 000	18 000	21 500	23 500	27 500
Zone semi-urbaine	11 000	11 000	11 000	11 000	15 000	18 000	19 000	23 000	25 000	28 500
Zone rurale	12 000	12 000	12 000	12 000	15 500	19 000	20 500	24 500	27 000	31 000

INFORMATICIEN

Catégorie A	40 000	42 500	45 000	47 500	50 000	52 500	55 000	57 500	60 000	62 500
Catégorie B	28 000	30 500	33 000	35 500	38 000	40 500	43 000	45 500	48 000	50 500

PERSONNEL DE LA POLICE MUNICIPALE

1. catégorie A												
Zone urbaine	39 500	44 500	49 500	54 500	59 500	64 500	69 500	74 500	79 500	84 500		
Zone semi-urbaine	29 500	34 500	39 500	44 500	49 500	54 500	59 500	64 500	69 500	74 500		
Zone rurale	19 500	24 500	29 500	34 500	39 500	44 500	49 500	54 500	59 500	64 500		
2. catégorie B												
Zone urbaine	32 500	37 500	42 500	47 500	52 500	57 500	62 500	67 500	72 500	77 500		
Zone semi-urbaine	22 500	27 500	32 500	37 500	42 500	47 500	52 500	57 500	62 500	67 500		
Zone rurale	12 500	17 500	22 500	27 500	32 500	37 500	42 500	47 500	52 500	57 500		
3. catégorie C												
Zone urbaine	25 000	30 000	35 000	40 000	45 000	50 000	55 000	60 000	65 000	70 000		
Zone semi-urbaine	15 000	20 000	25 000	30 000	35 000	40 000	45 000	50 000	55 000	60 000		
Zone rurale	10 000	10 000	15 000	20 000	25 000	30 000	35 000	40 000	45 000	50 000		
4. catégorie D												
Zone urbaine	17 500	22 500	27 500	32 500	37 500	42 500	47 500	52 500	55 000	57 500		
Zone semi-urbaine	10 000	15 000	17 500	22 500	27 500	32 500	37 500	42 500	45 000	47 500		
Zone rurale	8 000	8 000	10 000	12 500	17 500	22 500	27 500	32 500	35 000	37 500		
BENEFICIAIRES SELON LA POSITION												
Fonctionnaire de collectivité territoriale en position de stage au Burkina Faso												
stagiaire cycle A	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000		
stagiaire cycle B	32 500	32 500	32 500	32 500	32 500	32 500	32 500	32 500	32 500	32 500		
stagiaire cycle C	27 500	27 500	27 500	27 500	27 500	27 500	27 500	27 500	27 500	27 500		
stagiaire cycle D	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500		

CHAPITRE IV : DE L'INDEMNITE DE LOGEMENT

Article 16 : L'indemnité de logement est une contribution financière qui est servie mensuellement aux autorités politiques et administratives et aux fonctionnaires des collectivités territoriales.

Elle supplée le défaut d'attribution d'un logement administratif.

Indemnité de logement

Montant des recouvrements en F CFA	0 à 10 millions	10 à 20 millions	20 à 50 millions	50 à 100 millions	100 à 500 millions	500 millions à 1 milliard	1 à 5 milliards	5 à 10 milliards	10 de 15 milliards	15 milliards et plus
Bénéficiaires au titre de la fonction										
Président du conseil de collectivité territoriale	55 000	60 000	65 000	70 000	75 000	110 000	120 000	130 000	140 000	150 000
1er Adjoint au président de collectivité territoriale	52 500	57 500	62 500	67 500	72 500	90 000	100 000	110 000	120 000	130 000
Maire d'arrondissement	-	-	-	-	-	90 000	100 000	110 000	120 000	130 000
1er Adjoint au maire d'arrondissement	-	-	-	-	-	52 500	62 500	72 500	82 500	92 500
Directeur Général	-	-	-	-	-	57 500	60 000	62 500	65 000	67 500
Inspecteur général des services	-	-	-	-	-	57 500	60 000	62 500	65 000	67 500
Directeur de service	47 500	47 500	47 500	50 000	52 500	55 000	57 500	60 000	62 500	65 000
Chef de service	45 000	45 000	45 000	47 500	50 000	52 500	55 000	57 500	60 000	62 500
Chef de section	35 000	35 000	35 000	37 500	40 000	42 500	45 000	50 000	52 500	55 000
Chargé d'études	-	-	-	-	-	55 000	57 500	60 000	62 500	65 000
Inspecteur technique des services	-	-	-	-	-	-	57 500	60 000	62 500	65 000
Conseiller technique	-	-	-	-	-	60 000	62 500	65 000	67 500	70 000

Chargé de mission	-	-	-	-	-	-	60 000	62 500	65 000	67 500	70 000
Secrétaire général de collectivité territoriale	52 500	55 000	57 500	60 000	62 500	65 000	67 500	70 000	72 500	75 000	
Directeur de cabinet du maire de la commune à statut particulier et du président du conseil régional	52 500	55 000	57 500	60 000	62 500	65 000	67 500	70 000	72 500	75 000	
Secrétaire général d'arrondissement	-	-	-	-	-	-	52 500	57 500	62 500	67 500	72 500

BENEFICIAIRE SELON LA CATEGORIE

Catégorie P	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000
Catégorie A	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
Catégorie B	42 500	42 500	42 500	42 500	42 500	42 500	42 500	42 500	42 500	42 500	42 500
Catégorie C	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
Catégorie D/E	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000

PERSONNEL DE LA POLICE MUNICIPALE

BENEFICE LIE A LA FONCTION

Directeur Général de police	-	-	-	-	-	-	57 500	60 000	62 500	65 000	67 500
Directeur de police	-	-	-	-	55 000	55 000	57 500	60 000	62 500	65 000	65 000
Chef de service	45 000	45 000	45 000	47 500	50 000	52 500	55 000	57 500	60 000	60 000	60 000
Chef de section	32 500	32 500	32 500	35 000	37 500	40 000	42 500	50 000	52 500	55 000	55 000

BENEFICE LIE A LA CATEGORIE

Catégorie A	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
Catégorie B	42 500	42 500	42 500	42 500	42 500	42 500	42 500	42 500	42 500	42 500	42 500
Catégorie C	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
Catégorie D	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000

CHAPITRE V : DE L'INDEMNITE DE TECHNICITE

Article 17 : L'indemnité de technicité est une somme accordée mensuellement aux fonctionnaires de collectivité territoriale au regard des tâches spécifiques liées à leur emploi et des prestations particulières exécutées aux postes de travail qu'ils occupent.

Article 18 : Pour l'appréciation de l'indemnité de technicité, il est tenu compte des critères portant sur la classification catégorielle, le niveau de qualification professionnelle et le domaine d'activités.

Les fonctionnaires de collectivité territoriale bénéficient de l'indemnité de technicité au regard de leur emploi selon le tableau ci-dessous :

Indemnité de technicité

Montant des Recouvrements En F CFA Bénéficiaires au titre de la catégorie	0 à 10 millions	10 à 20 millions	20 à 50 millions	50 à 100 millions	100 à 500 millions	500 millions à 1 milliard	1 à 5 milliards	5 à 10 milliards	10 de 15 milliards	15 milliards et plus
<u>AGENTS RECRUTES PAR LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</u>										
Catégorie P	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	25 000	25 000	32 000	32 000	32 000
Catégorie A	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	20 000	20 000	27 000	27 000	27 000
Catégorie B	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000	15 000	15 000	20 000	20 000	20 000
Catégorie C	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	10 000	10 000	14 000	14 000	14 000
Catégorie D/E	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	5 000	5 000	5 000	7 000	9 000
<u>PERSONNEL DE LA POLICE MUNICIPALE</u>										
Catégorie A	20 000	22 000	24 000	26 000	28 000	30 000	32 000	34 000	36 000	38 000
Catégorie B	15 000	17 000	19 000	21 000	23 000	25 000	27 000	29 000	31 000	33 000
Catégorie C	10 000	12 000	14 000	16 000	18 000	20 000	22 000	24 000	26 000	28 000
Catégorie D	5 000	7 000	9 000	11 000	13 000	15 000	17 000	19 000	21 000	23 000

CHAPITRE VI : DE L'INDEMNITE SPECIFIQUE

Article 19 : L'indemnité spécifique est une somme forfaitaire accordée mensuellement à certains fonctionnaires des collectivités territoriales au regard des servitudes spécifiques liées à leur secteur d'activités.

Article 20 : L'indemnité spécifique est octroyée aux informaticiens, aux agents de la police municipale, aux agents du foncier rural, aux agents de la santé humaine assurant effectivement la garde, aux agents de la santé animale assurant effectivement la permanence vaccinale, aux agents exerçant réellement dans l'enseignement de base, aux exploitants du réseau informatique dans les dépenses et les recettes du budget et aux agents en charge de la communication.

Les taux de l'indemnité spécifique sont listés comme suit :

Indemnité spécifique

Montant des recouvrements en Francs CFA	0 à 10 millions	10 à 20 millions	20 à 50 millions	50 à 100 millions	100 à 500 millions	500 millions à 1 milliard	1 à 5 milliards	5 à 10 milliards	10 de 15 milliards	15 milliards et plus
Bénéficiaires										

LES EXPLOITANTS DU RESEAU INFORMATIQUE

Personnel chargé du traitement de la solde mensuel muni de code d'accès informatique						20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
Personnel exploitant muni de code d'accès informatique	-	-	-	-	-	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Personnel en charge de la solde mensuelle non muni de code d'accès informatique	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000

LES AGENTS DU FONCIER RURAL

Personnel catégorie A	42 500	42 500	42 500	42 500	42 500	42 500	42 500	42 500	42 500	42 500
Personnel catégorie B	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
Personnel catégorie C	37 500	37 500	37 500	37 500	37 500	37 500	37 500	37 500	37 500	37 500
Personnel catégorie D / E	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000

PERSONNEL DE LA SANTE ANIMALE ET HUMAINE

Personnel de catégorie P	40 000	40 000	35 000	35 000	35 000	35 000	30 000	30 000	30 000	30 000
Personnel de catégorie A	30 000	30 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000

Personnel de catégorie B	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Personnel de catégorie C	25 000	25 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Personnel de catégorie D/E	15 000	15 000	12 500	12 500	12 500	12 500	12 500	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000

PERSONNEL CHARGE DE LA GESTION INFORMATIQUE

Informaticien A	-	-	-	-	-	-	30 000	30 000	35 000	35 000	35 000
Informaticien B	-	-	-	-	-	-	20 000	20 000	25 000	25 000	25 000
Tout agent exploitant une application métier	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000

PERSONNEL EXERÇANT EFFECTIVEMENT DANS LE DOMAINE DE L'EDUCATION DE BASE (PRESCOLAIRE, PRIMAIRE, POST PRIMAIRE)

Personnel de catégorie P	25 000	25 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	7 000	7 000	5 000	5 000
Personnel de catégorie A	20 000	20 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	5 000	5 000	4 000	4 000
Personnel de catégorie B	15 000	15 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	4 000	4 000	3 000	3 000
Personnel de catégorie C	15 000	15 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	4 000	4 000	3 000	3 000
Personnel de catégorie D et E	10 000	10 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	3 000	3 000	2 000	2 000

CERTAINS AGENTS EN CHARGE DE LA COMMUNICATION

Télévision: journalistes (présentateurs, reporters) techniciens de reportage (caméraman, preneur de son, éclairagiste)	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000
Radio: journalistes (présentateurs, reporters), techniciens de reportage (preneur de son, éclairagiste)	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Presse écrite (rédacteur, reporters), technicien (photographe)	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000

PERSONNEL DE LA POLICE MUNICIPALE

Emploi de police municipale	Grade de police municipale	indemnité spécifique
Inspecteur de police municipale	Grade d'inspecteur stagiaire de police municipale	57 000
	Grade d'inspecteur police municipale	61 000
	Grade d'inspecteur principal de police municipale	64 000
	Grade d'inspecteur divisionnaire de police municipale	67 000
	Grade d'inspecteur général de police municipale	70 000
Contrôleur de police municipale	Grade de contrôleur stagiaire de police municipale	44 000
	Grade de contrôleur de police municipale	47 000
	Grade de contrôleur intermédiaire de police municipale	50 000
	Grade de contrôleur principal de police municipale	53 000
	Grade de contrôleur major de police municipale	56 000
Assistant de police municipale	Grade d'assistant de police municipale stagiaire	35 000
	Grade d'assistant de police municipale	37 000
	Grade d'assistant intermédiaire de police municipale	39 000
	Grade d'assistant principal de police municipale	41 000
	Grade d'assistant major de police municipale	43 000
Agent de police municipale	Grade d'agent stagiaire de police municipale	30 000
	Grade d'agent de police municipale	31 000
	Grade de sous-brigadier de police municipale	32 000
	Grade de brigadier de police municipale	33 000
	Grade de brigadier- chef de police municipale	34 000

CHAPITRE VII : DE L'INDEMNITE DE SESSION

Article 21 : L'indemnité de session est une contribution financière journalière. Elle est servie aux conseillers effectivement présents aux sessions de conseils selon la durée de session du conseil.

Elle est également servie aux membres des commissions permanentes et consultatives régulièrement mises en place.

Article 22 : Le conseiller municipal ou régional a en plus de l'indemnité de session, une somme compensatrice de son déplacement calculé au kilomètre du lieu d'élection au lieu de la session.

Les taux sont fixés dans le tableau ci-dessous.

6- L'indemnité de session (par jour de session)

Montant des recouvrements en F CFA Sessions/commissions	0 à 10 millions	10 à 20 millions	20 à 50 millions	50 à 100 millions	100 à 500 millions	500 millions à 1 milliard	1 à 5 milliards	5 à 10 milliards	10 de 15 milliards	15 milliards et plus
Conseil de collectivités territoriales	5 000	6 000	7 000	8 000	9 000	10 000	11 000	12 000	13 000	14 000
Commissions permanentes	3 000	4 000	5 000	6 000	7 000	8 000	9 000	10 000	11 000	12 000
Conseil de discipline	5 000	6 000	7 000	8 000	9 000	10 000	11 000	12 000	13 000	14 000
Comité technique paritaire	5 000	6 000	7 000	8 000	9 000	10 000	11 000	12 000	13 000	14 000
Commission d'affectation	5 000	6 000	7 000	8 000	9 000	10 000	11 000	12 000	13 000	14 000
Comité de suivi budgétaire et de la trésorerie	5 000	6 000	7 000	8 000	9 000	10 000	11 000	12 000	13 000	14 000
Commission d'avancement, de reversement et de reclassement	5 000	6 000	7 000	8 000	9 000	10 000	11 000	12 000	13 000	14 000
Cadre de concertation communal et régional	3 000	4 000	5 000	6 000	7 000	8 000	9 000	10 000	11 000	12 000
Commission ad hoc mise place par délibération du conseil de collectivité territoriale	3 000	4 000	5 000	6 000	7 000	8 000	9 000	10 000	11 000	12 000

- Frais de transport au kilomètre des élus locaux à l'occasion des sessions du conseil de collectivité territoriale

Montant des recouvrements en F CFA	0 à 10 millions	10 à 20 millions	20 à 50 millions	50 à 100 millions	100 à 500 millions	500 millions à 1 milliards	1 à 5 milliards	5 à 10 milliards	10 de 15 milliards	15 milliards et plus
	Bénéficiaires									
Elus locaux	50franc s	50 francs	50 francs	50 francs	50 francs	50 francs	50 francs	50 francs	50 francs	50 francs

Article 23 : la durée maximale des sessions des cadres de concertation est fixée comme suit :

- conseil de discipline : trois (03) jours ;
- comité de suivi budgétaire et de la trésorerie : un (01) jour ;
- cadre de concertation communal et régional : deux (02) jours ;
- commission ad hoc mise en place par délibération du conseil de collectivité : quinze (15) jours.

CHAPITRE VIII : DES DISPOSITIONS FINALES

Article 24 : En cas de dissolution du conseil de collectivité territoriale, les organes étatiques territorialement compétents qui le suppléent, bénéficient des indemnités prévues dans le présent décret.

Article 25 : En ce qui concerne les collectivités territoriales ne disposant pas de comptes administratifs, la tranche applicable pour l'octroi des indemnités est la tranche de base de 0 à 10 millions.

Article 26 : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment le décret n°2008-131/PRES/PM/MATD/MEF du 19 mars 2008 portant régime indemnitaire des collectivités territoriales, ensemble ses modificatifs.

Article 27 : Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement et le Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 02 aout 2017



Roch Marc Christian KABORE

Le Premier Ministre

Thieba

Paul Kaba THIEBA

Le Ministre de l'Economie,
des Finances et du Développement

Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI

Le Ministre de l'Administration
Territoriale et de la Décentralisation

Siméon SAWADO

Le Ministre de la Fonction Publique,
du Travail et de la Protection Sociale

Clément Pengdwendé SAWADO